



PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Communes d'AMIENS et ARGOEUVES
S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS »

ARRÊTE DU 26 SEPTEMBRE 2003

**Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le chapitre I, titre I, livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2002 portant délégation de signature ;

Vu la demande présentée le 6 avril 2001 par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS », siège social : 153 rue de Courcelles à PARIS (75817), en vue d'obtenir l'autorisation de porter sa capacité de production d'acides aminés (thréonine) de 14 000 à 35 000 tonnes/an ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2002 autorisant la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » à exploiter des installations de fabrication d'acides aminés sur l'espace industriel nord des communes d'AMIENS, aux lieux dits « Les Treize » parcelle cadastrée section KR n° 1, « Les Douze » KR n° 172, 266, 268, 490, 622, 627, 632, 634, « Chemin de Vaux » KR n° 693, « Le Champ Pendu » KW n° 389, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 493, 494, 496, 497, 523 à 525, 571, et d'ARGOEUVES, aux lieux dits « Le Champ de l'Eglise » ZC n° 129, 131, 303, 306, 309, 312, 315, 317, 319, 321, 323, 344, 362, « Le Village » ZC n° 302 ;

Vu la lettre du 21 mai 2003 adressée par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 24 juin 2003 et l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie du 17 juillet 2003 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 15 septembre 2003 ;

Vu la lettre de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » du 25 septembre 2003 ;

Considérant que la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » a signalé le 21 mai 2003 que suite à une erreur de calcul, sa demande d'autorisation susvisée en date du 6 avril 2001, n'a porté que sur 290 tonnes de lessives de soude et potasse caustique, alors que la capacité réelle s'élevait à 415 tonnes ;

Considérant que l'arrêté du 15 janvier 2002 susvisé autorise en conséquence une capacité de stockage de 290 tonnes de lessives de soude et potasse caustique ;

Considérant que les capacités réelles avaient été correctement prises en compte pour déterminer les mesures de prévention des pollutions et des risques appropriées ;

Considérant que l'arrêté du 15 janvier 2002 susvisé comporte les prescriptions appropriées ;

Considérant qu'il convient en conséquence de rectifier la capacité autorisée pour faire suite à la demande de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » du 21 mai 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Le tableau figurant au titre I « activités autorisées » de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2002 susvisé est modifié comme suit :

RUBRIQUES	ACTIVITÉ	CAPACITÉ	RÉGIME
1136.A.1.a	Dépôt d'ammoniac liquéfié en quantité supérieure à 200 t	Sphère 250 t + 8 wagons	AS
1180.2.a	Polychlorobiphényles. La quantité totale dans l'installation étant supérieure à 1 000 l	34 840 l	A
1611.1	Stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en quantité supérieure ou égale à 250 t Stockage d'acide sulfurique à plus de 25 % en quantité supérieure ou égale à 250 t	700 t 460 t	A
1630.1	Stockage et emploi de lessives de soude et de potasse caustique à plus de 20 % en quantité supérieure à 250 t	Total : 415 t Soude : 360 t Potasse : 55 t	A
2170.1	Fabrication d'engrais à partir de matières organiques. Production supérieure à 10 t/j	130 t/j	A
2260.1	Broyage, concassage, ensachage de substances végétales, la puissance installée de l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW	590 kW	A
2270	Fabrication d'acides organiques alimentaires		A
2910	Installation de combustion, gaz naturel, fioul domestique, fioul lourd. Puissance supérieure à 20 MW	59,2 MW	A
2920.1.a	Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives > à 10 ⁵ Pa. Puissance absorbée > 300 kW utilisant des fluides toxiques	310 kW	A
2920.2.a	Puissance absorbée > 500 kW dans les autres cas	19 330 kW	A
1185.2.b	Halon et autre carbure, appareils clos en exploitation. Quantité supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction	3 340 kg	D
1432.2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. Quantité comprise entre 10 et 100 m ³	C équivalente 28,65 m ³	D
1720.1.b	Utilisation, dépôt et stockage de sources scellées de substances radioactives groupe 1	37 GBq	D
1720.2.b	Utilisation, dépôt et stockage de sources scellées de substances radioactives groupe 2	12 GBq	D
1720.3.b	Utilisation, dépôt et stockage de sources scellées de substances radioactives groupe 3	168 GBq	D
2680.1	Installations où sont mis en œuvre des organismes génétiquement modifiés dans un processus de production industrielle	Organismes et micro-organismes génétiquement modifiés du groupe 1	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateur. Puissance maximale en courant continu supérieure à 10 kW	19,68 kW	D
	Stockage de mélasse (5 x 8 500 t + 18 500 t + 18 800 t)		NC
	Stockage de sirional (4 x 2 400 t)		NC
	Dépôt d'acide phosphorique (30 m ³)		NC
	Dépôt d'acide nitrique (25 m ³)		NC
	Stockage de sulfate d'ammonium en solution		NC
	Stockage de chlorure de sodium		NC
	1 station d'épuration		NC

Article 2 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, les maires d'AMIENS et ARGOEUVES, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » et dont une ampliation sera adressée à :

- la directrice départementale de l'équipement de la Somme ;
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- le directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 26 septembre 2003

Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,



Signé :

Claude SERRA

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
POUR AMPLIATION**

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,

Marc COTTEAUX